

Le tout nouveau vélo de l'armée déraile déjà

ACHAT L'armée va dépenser 7 millions de francs pour des vélos qui n'ont plus de fonctions militaires mais rendent Ueli Maurer heureux. Grincements.

Magalie Goumaz
magalie.goumaz@lematindimanche.ch

Le ministre de la Défense, Ueli Maurer, fait décidément tout faux. Il veut acheter des Gripen? On lui reproche d'avoir choisi des Lego à monter soi-même. Il décide de changer les vélos militaires? Là, il n'y va pas de main morte et engage 7 millions de francs pour 2800 engins, soit 2500 francs par pièce. Avec une option pour 1300 exemplaires de plus. A ce prix, il aurait pu passer au vélo électrique... Dans les coulisses, on s'étrangle ou on ricane, c'est selon.

L'investissement est d'autant plus critiqué que la Suisse n'a plus de troupes de cyclistes depuis la réforme Armée 95. Actuellement, les vélos sont utilisés par les écoles d'officiers lors des exercices d'endurance, mais surtout sur les places d'armes pour effectuer de courts déplacements. Par exemple entre la caserne et la base aérienne ou pour contourner les pistes, pour citer l'exemple yvernois. Dans la capitale fédérale, des fonctionnaires du Département de la défense pédalent également d'un bureau à l'autre.

Condor, l'entreprise jurassienne qui fournissait naguère l'armée n'existant plus, on ne trouve plus de pièces de rechange. Il a donc été décidé de passer à un nouveau modèle, plus léger, construit avec des composants existants sur le marché.

«On veut des explications»

«Mais 2500 francs, c'est quand même cher pour l'utilisation qui en sera faite», estime Thomas Ernst, directeur de l'enseigne Velo Zürich et ancien cycliste à l'armée. «Dans un commerce spécialisé, on peut éventuellement comprendre, car il faut tenir compte dans chaque prix de vente des conseils prodigués par un spécialiste. Mais quand on en vend des centaines d'un coup...»

A Lausanne, Olivier Murray, du magasin Hood Cycles, a surtout retenu la



Basée à Zurich, l'entreprise Simpel livrera à l'armée suisse le vélo 12.

mauvaise qualité du nouvel engin. «A le voir en photo, je plains les soldats qui vont l'utiliser. C'est du vieux matériel, bas de gamme. Je pense que pour ce prix, on peut faire beaucoup mieux. Je ne vois pas où sont ces 2500 francs», lance-t-il. Armasuisse tient cependant à préciser que ce prix comprend l'entretien des vélos pour une durée de dix ans. De quoi inciter le fabricant à livrer du bon matériel!

Malgré cette précision, les parlementaires font également la moue. «Je ne veux pas créer inutilement un scandale, mais je m'étonne également de ce prix car je connais le marché. Il faudra qu'Ueli Maurer nous donne des explications», lance le conseiller national Luc Barthassat (PDC/GE), membre de la Commission de la politique de sécurité. Pour sa part, s'il s'agit essentiellement d'une question de transport, il regrette qu'on n'ait pas songé à acquérir un vélo électrique. «L'armée aurait pu donner l'exemple, et en plus faire travailler les constructeurs suisses», estime-t-il. Au sein de la même commission, le socialiste vaudois Eric Voruz veut aussi remettre les pendules à l'heure. Armasuisse compte distribuer ces nouveaux vélos aux troupes début 2013. «Mais en commission on n'a encore rien vu passer! Or j'estime qu'on est en droit d'avoir des explications. Si nous ne sommes pas convaincus par la

« Pour ce prix, on peut faire mieux. Je ne sais pas où ils sont, ces 2500 francs »

OLIVIER MURRAY
Magasin Hood Cycles à Lausanne

nécessité d'acquérir ces vélos, il faudra demander à ce qu'ils soient biffés du budget», déclare Eric Voruz.

Mais un autre aspect suscite la polémique. Quatre fournisseurs de vélos seulement ont participé à l'appel d'offres. Et c'est une jeune entreprise zurichoise, Simpel, qui l'a emporté. Armasuisse assure que la procédure est conforme. Mais Velosuisse, l'association suisse des fournisseurs de bicyclettes, a failli s'étrangler en apprenant cet achat par la presse. «On vient d'en parler au sein du comité, avoue Thierry Bolle, de la société Scott basée à Fribourg. Autour de la table, personne n'a été sollicité par l'armée. Il a dû y avoir un gros bug car nous représentons d'importants acteurs de la branche. Nous allons probablement intervenir.»

Voilà de quoi navrer les partisans et les nostalgiques du vélo militaire. Car au bon vieux temps, comme on dit, le vélo militaire était couvert de louanges et rendait de sacrés bons services. Pendant la mobilisation, on l'utilisait pour patrouiller aux frontières et récolter des renseignements, se souvient ce nonagénaire jurassien. Les cyclistes de l'armée étaient aussi entraînés pour les missions urgentes en terrain difficile. Ils pouvaient se déplacer rapidement en attendant que les blindés se mettent en route, puis assurer les flancs.

Une troupe d'élite

La troupe de cyclistes, c'était aussi une élite, un esprit de corps. «N'y entraient pas qui voulait, raconte un ancien. Il fallait une bonne condition physique. Si les soldats n'avaient pas l'occasion de s'entraîner en dehors des jours de service, ils étaient foutus.» Les champions cyclistes du moment en faisaient ainsi tous partis. «Lorsque, pendant une semaine, on ne pédalait pas parce qu'on s'exerçait au tir, on frisait la mutinerie, poursuit notre interlocuteur. Il fallait avaler des kilomètres, et l'objectif de tous, c'était les 200 kilomètres qu'on faisait à la fin.»

Mais peu à peu les troupes de cyclistes ont perdu de leur superbe, écartées par la réalité des combats modernes. La Suisse a été un des derniers pays à les sacrifier. Parallèlement, le vélo militaire est devenu un objet mythique. Un adepte raconte qu'il l'avait pris avec lui à Paris, pour un séjour professionnel. «Je ne sais pas combien de fois on a essayé de me l'acheter!» Un intérêt que confirme Thomas Ernst, de Velo Zürich. «La demande en vieux vélos militaires suisses est supérieure à l'offre et les prix vont de 800 à 4000 francs pour les modèles spéciaux, explique-t-il. Nous pourrions en vendre beaucoup plus, mais ça prend du temps pour les remettre en état.» Un destin que ne devrait pas connaître le nouveau modèle... Ancien cycliste à l'armée, Ueli Maurer l'a testé et en garde une bonne impression, à deux exceptions près: la selle s'imbibe d'eau en cas de pluie et ça mouille les fesses. Et on ne peut pas le conduire sans les mains. Mais le ministre sait que, dans la vie, on ne peut pas tout avoir! ●

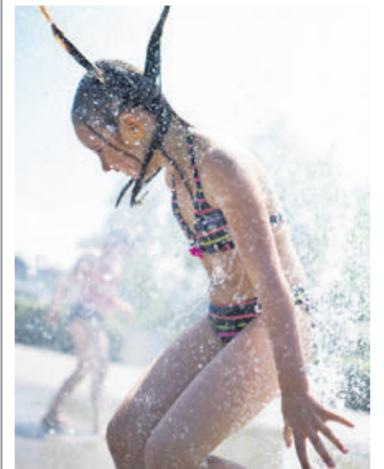
Un bambin se blesse gravement à la ferme

MALHEUR Un enfant de 3 ans a été grièvement blessé à la tête vendredi soir dans une ferme de Hundwil (AR). Le bambin s'est approché sans se faire remarquer de son père qui rangeait du foin au moyen d'un petit véhicule à moteur et soudain il est tombé sous les roues de l'engin. L'enfant a été transporté à l'Hôpital cantonal de Saint-Gall, puis à l'hôpital pour enfants de Zurich. Le Ministre public saint-gallois a ouvert une enquête sur les circonstances de cet accident, a indiqué hier la police cantonale.

Un pilote de planeur se tue dans un champ

DRAME Le pilote d'un motoplaneur de type Carat A a été tué dans la chute de son engin hier vers 13 h à Hütten (ZH). Ce Suisse de 45 ans venait de décoller de Hausen (ZH) lorsqu'il s'est écrasé dans un champ. Malgré des secours immédiats apportés par des passants puis notamment par un médecin de la Rega, le malheureux a succombé sur place à ses graves blessures. Une enquête a été ouverte.

Pentecôte prend des airs de vacances d'été



La petite Lillith se rafraîchit dans la fontaine de la piscine de Rotmonten, à Saint-Gall.

Ennio Leanza/Keystone

CHALEUR Contrairement à l'Ascension, ce long week-end de Pentecôte a bien débuté hier, question chaleur, dans toute la Suisse. Les températures ont largement dépassé les 20 degrés pour la plus grande joie des enfants qui ont pris d'assaut les piscines, et leurs fontaines, comme ici à Rotmonten, dans le canton de Saint-Gall.

Pour devenir Français, même les francophones passent un test de langue

LOI Depuis janvier dernier, toutes les personnes qui souhaitent acquérir la nationalité française doivent, même si elles sont francophones, passer un examen de français. Et, justement, ça passe mal.

Vous êtes professeur de français à l'université, vous avez épousé une Française et vous souhaitez acquérir la nationalité française? Depuis le mois de janvier dernier, vous devez obligatoirement passer un test d'aptitude de langue. Ce dernier équivaut au niveau B1 édicté par le Cadre européen de référence pour les langues (CECR), qui correspond au niveau de fin de scolarité obligatoire.

Cette nouvelle contrainte est très sérieusement édictée par la loi No 2011-672 du 16 juin 2011 et le décret No 2011-1265 du 11 octobre 2011 relatifs à l'immigration, l'intégration et la nationalité.

Bref, il n'y a aucune dérogation possible. «Effectivement, toutes les personnes candidates à la naturalisation doivent produire cette attestation de langue de niveau B1», confirme Eliane Rinaldo, conseillère générale adjointe en poste à Genève.

Résultat, les grincements de dents sont inévitables, surtout chez les personnes de langue maternelle française. «Outre la gestion de ces personnes mécontentes, nous avons aussi pour tâche d'intégrer un document administratif supplémentaire, ce qui rallonge le temps de traitement des dossiers», explique la conseillère. Selon nos informations, les chiffres sont éloquentes: à Genève, depuis l'entrée en vigueur de cette loi, le nombre mensuel de demandes de naturalisations est passé de 200 à 10 environ. Le Consulat de France à Genève ne commente pas ces chiffres. «Le délai plus long de traitement a effectivement ralenti le rythme des naturali-

sations. Mais nous ne pouvons pas en tirer de conclusions. Nous ne pensons pas que c'est imputable à ce nouvel examen», commente Eliane Rinaldo.

«Le Matin Dimanche» a contacté l'Alliance française de Genève, qui est l'un des endroits habilités à faire passer ce test B1. «Il s'agit avant tout d'un examen oral. Durant une heure, les candidats écoutent une bande-son et doivent répondre ensuite à des questions sur ce qu'ils ont entendu. Après, il y a un test de conversation, sous la forme d'une mise en situation, qui dure 10 minutes environ», explique Chrystel Girod, présidente et directrice de l'Alliance Française de Genève. «Tout se déroule de manière sérieuse mais conviviale.» Et de signaler que tout le monde se prête au jeu. «Même les francophones. On leur explique clairement que c'est obligatoire et il n'y a jamais eu de souci. Nous sommes des personnes sérieuses mais nous amenons de la légèreté.»

Chrystel Girod explique ainsi qu'elle utilise la même méthodologie qu'au Canada: «La situation est similaire. Des francophones doivent passer un test de français pour avoir la nationalité. Il s'agit du Tefaq, qui signifie «test d'évaluation du français adapté pour le Québec.»» A l'Alliance française, on constate pour le mois de mai un léger fléchissement des candidatures: «Habituellement, nous avons un groupe de huit personnes. Pour l'instant, ce mois-ci, nous n'en avons que

cinq. Mais je ne pense pas que ce soit en raison de cette loi.»

N'empêche, puisque cette nouvelle loi ne fait pas l'unanimité auprès des francophones et implique un travail supplémentaire systématique des autorités, ne faudrait-il pas revenir à la situation antérieure, qui permettait à l'administration consulaire d'évaluer les personnes qui devant se soumettre à ce test? Selon nos informations, rien n'est prévu en ce sens.

Stéphane Berner

PUB

testauditif.ch